



## SYLLABUS SUR LE NGALENKA



Mise en œuvre des travaux de sécurisation foncière

## SOMMAIRE

<b>1. INTRODUCTION .....</b>	<b>4</b>
<b>2. RAPPEL DU LTS01.....</b>	<b>5</b>
2.1. PROCESSUS DE LTS01.....	5
2.2. RAPPEL DES RESULTATS DU LTS01 .....	5
<b>3. RAPPEL DU LTS02.....</b>	<b>6</b>
3.1. LES CRITERES DE SELECTION DES ATTRIBUTAIRES .....	6
3.2. LE PROCESSUS DU LTS02 .....	7
3.2.1. les critères de sélection des attributaires.....	7
3.2.2. L’atelier initial avec le conseil rural .....	8
3.2.3. Les ateliers des groupes lignagers .....	8
3.2.4. L’atelier des résidents sans terres .....	9
3.2.5. L’atelier des GPF. ....	9
3.2.6. Les PAP.....	9
3.3. RESULTATS DU LTS02.....	10
3.3.1. Atelier de restitution et de synthèses du conseil rural .....	10
3.3.2. Le plan d’actions .....	10
3.3.3. L’affinement des critères opérationnels, leur partage et adoption .....	11
3.3.4. La mise en place des commissions villageoises .....	11
3.3.5. La résolution des litiges .....	12
3.3.6. L’appui aux commissions (de groupes et de villages) et réception des listes .....	12
3.3.7. Le contrôle et la correction des listes.....	13
3.3.8. L’établissement et la validation des listes définitives .....	14
3.4. LA PROCEDURE D’AFFECTATION FONCIERE .....	14
3.4.1. La validation des listes par les commissions de groupe .....	14
3.4.2. Validation des listes par le comité technique restreint et le bureau du conseil rural	15
3.4.3. La constitution des GIE .....	15
3.4.4. L’avis du comité technique d’appui à la sécurisation foncière.....	16
3.4.5. Les procédures devant le conseil rural .....	16
3.4.6. L’approbation par le sous-préfet .....	17
3.4.7. L’installation des affectataires.....	18

---

3.5.	FINALISATION DU PROCESSUS.....	18
3.6.	PERSPECTIVES D'EXPLOITATION DE L'AMENAGEMENT .....	18

# 1. INTRODUCTION

Au Sénégal, le programme de MCA – Sénégal vise à faire de la région de Saint Louis (la plus lotie en terres irrigables) un des pôles majeurs de développement du pays. Dans ce cadre, l'agriculture irriguée doit être confirmée comme composante principale du système de production dans le département de Podor qui constitue la moitié de la région. Pour ériger la région en pôle de développement le programme du MCA s'y emploie à travers ses volets irrigation, appui à la sécurisation foncière et infrastructures routières. L'objectif est raisonné en fonction de la situation de chacune des deux parties (delta et Podor) de la région ; ce qui explique les types d'investissement qui leurs sont consacrés.

Le delta a bénéficié des premiers investissements en aménagements hydro-agricoles structurants et d'intérêt général ainsi qu'en grands périmètres hydro-agricoles. Du fait de son statut de zone pionnière entre 1965 à 1987, le delta est assez ouvert à l'application des principes et procédures de la Loi sur le Domaine National (LDN), mais aussi au développement de l'irrigation privée qui y occupe la moitié des terres aménagées sur la base des aménagements structurants existants. C'est pourquoi MCA a opté d'y investir sur la réhabilitation et l'amélioration des aménagements structurants (canaux adducteurs, stations collectives de pompage, ponts, émissaire delta) pour mieux sécuriser l'exploitation de 35 000 ha déjà aménagés et permettre l'extension des possibilités d'irrigation sur 3 000 ha. Aujourd'hui au delta, les enjeux du moment sont la consolidation des systèmes performants de culture pour la commercialisation (marchés national et international) et la professionnalisation des acteurs.

Par contre, le département de Podor est caractérisé par un niveau d'équipement hydro-agricole encore faible. Le système de production (comprenant le mode de gestion du foncier) n'a pas beaucoup évolué. La société locale (populations, élus, autorités coutumières, OP) et l'administration territoriale se réfèrent, de manière importante, aux principes traditionnels de gestion du foncier (régime coutumier). L'agriculture irriguée du département est dominée par un type d'exploitation quasiment de subsistance pratiqué sur les nombreux petits Périmètres Irrigués Villageois (PIV). On y rencontre peu de grands périmètres et presque pas d'agrobusiness. C'est pourquoi MCA a choisi d'y investir sur :

- la mise en place d'infrastructures d'intérêt général (réhabilitation de la RN2 entre Richard Toll et Ndoum, installation d'un pont à Ndoum) servant au désenclavement du département et le développement des flux économiques;
- la réalisation d'études d'Avant-Projet Détaillé de quatre (4) grands AHA que sont Gamadji (936 ha), Podor (4 172 ha), Sinthiou (1 894ha), (Wowa 2570 ha) ;
- la réalisation dans la cuvette de Ngalenka, après étude APD, d'un Grand Aménagement Hydro-Agricole de 440 ha dont la gestion sera transférée aux producteurs.
- Cependant, compte tenu de la persistance des pratiques coutumières de gestion foncière dans le département, un travail important de réflexion et de consultations publiques pour l'adaptation locale des principes et procédures de la Loi sur le Domaine National (LDN) s'avère nécessaire.

## 2. RAPPEL DU LTS01

### 2.1. PROCESSUS DU LTS01

Lors d'une 1<sup>ère</sup> phase (2010/2011) du volet « Appui à la sécurisation foncière », un processus d'adaptation locale des principes et procédures d'affectation des terres a été déroulé dans toutes les 9 collectivités locales concernées par le programme. Les avis des collectivités étaient sollicités, entre autres, sur l'ordre de priorité parmi les catégories de demandeur de terre, la discrimination positive en faveur des groupes vulnérables, le délai de mise en valeur, des options de médiation concernant les conflits, le retrait des droits en cas de non mise en valeur, de non-paiement de la redevance hydraulique ou des frais de maintenance. Cette démarche participative a été concrétisée sous forme de consultations publiques impliquant les populations à la base (zones de la CR et villages), mais aussi le conseil rural et ses organes, l'administration territoriale et les services techniques locaux. Mais, à la différence des autres collectivités locales, les consultations dans la CR de Ndiayène Pendaou ont été prédéterminées par la réalisation de l'aménagement de la cuvette de Ngalenka. Il faut noter que, parallèlement, une enquête socio foncière (quantitative et qualitative) autour et dans la cuvette de Ngalenka avait permis d'inventorier toutes les occupations (parcelle par parcelle), quel que soit le type de droit.

### 2.2. RAPPEL DES RESULTATS DU LTS01

La cuvette de Ngalenka n'était occupée que sur 72ha, le reste était une zone vierge de toute exploitation depuis plus de trente ans. Les études de la phase LTS01 ont permis toutefois d'identifier les anciens occupants qui se prévalent du droit coutumier. Ces occupants se répartissent dans plusieurs villages rattachés à trois groupes lignagers : Sowonabé, Wodabé et Ngendarnabé. Le long processus participatif du LTS01 a abouti en juin 2011 à un consensus sur la répartition des terres à aménager entre différents groupes de bénéficiaires : Personnes Affectées par le Projet (PAP), ayants droit coutumiers, riverains sans droit coutumier, groupements de promotion féminine (GPF). Ce consensus a fait l'objet d'une délibération du Conseil Rural et d'une approbation par le Sous-préfet (tableau ci-dessous).

Groupes de bénéficiaires	Quotas
<b>Lignages</b>	<b>60%</b>
<i>Sowonabe</i>	<b>3/5</b>
<i>Wodabe et Ngendarnabe</i>	<b>2/5</b>
<b>Sans terre</b>	<b>20%</b>
<b>GPF</b>	<b>10%</b>
<b>PAP</b>	<b>10%</b>

Les résultats de cette délibération ont constitué un acquis pour les négociations des superficies avec les différents groupes concernés. Avec les PAP cependant il a été conclu de leur restituer la superficie initialement occupée représentant 72,83 ha. Pour les autres groupes les pourcentages ont été appliqués aux superficies restantes ce qui a donné comme résultat des superficies pour chaque groupe le tableau ci-dessous

## Répartition des terres entre groupes de bénéficiaires

Groupes de bénéficiaires	Quotas	440
<b>PAPs</b>		72,83
Superficie restante		367,17
<b>Lignages</b>	60%	244,78
<i>Sowonabe</i>	3/5èmes	146,87
<i>Wodabe et Ngendarnabe</i>	2/5èmes	97,91
<b>Sans terre</b>	20%	81,59
<b>GPF</b>	10%	40,80

## 3. RAPPEL DU LTS02

### 3.1. LES CRITERES DE SELECTION DES ATTRIBUTAIRES

Lors des ateliers, les discussions ont porté sur les points suivants :

- Localisation des attributaires dans le futur périmètre ;
- Le parcellaire moyen assurant la sécurité alimentaire et un revenu significatif aux attributaires ;
- La quantité de main d'œuvre familiale disponible (actifs agricoles) ;
- La taille de la famille (nombre de personnes en charge)
- La superficie détenue dans les autres AHA du secteur de Ngalenka ;
- La situation des relations avec la CNCAS dans chaque village ;
- La place des jeunes et des femmes dans la répartition ;
- Les dispositions à prendre pour assurer le respect des critères définis ;
- L'expérience en agriculture pour le cas spécifique des GPF ;
- La distance par rapport à l'aménagement appliquée au groupe des sans terres et aux GPF.

Par ailleurs, les investigations effectuées par les experts ont ressorti 23 villages officiels concernés par le projet dont 6 sont strictement ayants droits coutumiers, 7 sont à la fois ayants droits coutumiers et sans terre, 10 strictement sans terre.

**Tableau 3 : villages concernés par le projet selon les groupes, la population totale et le nombre de carré**

N°	Villages	Lignages	Sans terre	Population	Carrés
1	Sowonabé Botol	Sowonabé	Oui	3620	137
2	Béli Gonadi	Sowonabé	Non	1 795	143
3	Mbaala	Sowonabé	Oui	940	116
4	Diabobé	Wodaabé	Oui	414	180
5	Kadione	Wodaabé	Oui	7 237	720
6	Péte Olé	Wodaabé	Non	743	84

7	Hiwirgo	Wodaabé	Non	472	59
8	Diamel	Wodaabé	Oui	376	82
9	Hamet Doulo	Wodaabé	Non	438	81
10	Diardé	Wodaabé	Non	788	114
11	Ndopèdji	Wodaabé	Non	480	72
12	Ngendar,	Ngendar	Oui	4 107	463
13	Wouro Mbouna	Ngendar	Oui	475	129
14	Nianga Dièri	Non	Oui	398	62
15	Figo	Non	Oui	779	97
16	Thiewlé	Non	Oui	761	127
17	Tivaoune 2	Non	Oui	333	67
18	Wouro Mbarick	Non	Oui	199	41
19	Pendao	Non	Oui	5 620	575
20	Ndiayene Saré	Non	Oui	595	90
21	Nianga Pendao	Non	Oui	327	45
22	Kiraye 1	Non	Oui	318	59
23	Kiraye 2	Non	Oui	653	150
	Total			31868	3693

(Source : Sous-préfecture de Thillé Boubacar-Mai 2014)

Dans le déroulement des activités deux phases se sont dessinées : de l'atelier initial (début avril 2013) au blocage du processus (fin juin 2013) et de l'élaboration du plan d'actions (octobre 2013) à la validation des listes (février 2014).

## 3.2. LE PROCESSUS DU LTS02

### 3.2.1. les critères de sélection des attributaires

La sous activité 1.1 (livrable 1.1) du LTS02 devait établir des critères opérationnels d'attribution des terres au sein des différentes catégories de bénéficiaires et procéder à leur application effective pour aboutir à des listes de personnes sélectionnées au sein des différents villages. Partant du consensus clair obtenu aux termes du LTS01 sur la répartition de la superficie, un processus participatif et transparent devait être déroulé afin de permettre aux acteurs du programme (conseil rural, MCA, sous-préfet et, surtout, les groupes bénéficiaires) de sélectionner les personnes qui seront attributaires de parcelles.

Ainsi, a été conçu au mois d'avril 2013, un processus itératif qui alterne des consultations au sommet (conseil rural, administration territoriale et les services techniques) et des consultations à la base avec les représentants des villages et des groupes de bénéficiaires. Les étapes de ce processus sont :

- un atelier initial du conseil rural élargi aux chefs de village concernés par le projet;



- des ateliers avec les groupes de bénéficiaires ; ou plus précisément, un pour chacun des groupes lignagers, un pour les résidents sans terre, un pour les Groupements de Promotion Féminine (GPF) ;
- un atelier de restitution et de synthèse au conseil rural avec la participation des délégués de chaque groupe-cible ;
- la validation des critères par le sous-préfet et les services techniques (CTASF) ;
- des réunions de village pour la constitution des listes en application des critères ;
- l'élaboration d'un dossier d'exécution technique à l'usage du conseil rural pour la délibération.

### 3.2.2. L'atelier initial avec le conseil rural

L'objectif était de lancer le processus, préciser l'orientation de la concertation élargie et présenter toutes les étapes. Il fallait aussi introduire la discussion sur les critères opérationnels en profitant d'une certaine hauteur de vue qu'on pouvait espérer de la part des membres du conseil rural. Pour préparer l'atelier, le bureau du conseil rural a été briefé et le tour des autres acteurs (Sous-préfet, CADL, SAED) a été fait pour les informer des articulations du processus, des objectifs intermédiaires et du résultat final recherchés.

L'atelier a effectivement permis de valider le processus et d'échanger sur les critères. Il a aussi permis d'avoir une orientation concernant la localisation des attributaires et le parcellaire moyen. Sans donner lieu à des oppositions flagrantes, certains critères (en particulier la superficie détenue dans d'autres aménagements du secteur Ngalenka et l'état des relations "endettement" avec la CNCAS) ont suscité des inquiétudes ou des questionnements aux niveaux des participants.

### 3.2.3. Les ateliers des groupes lignagers

Aux trois ateliers des groupes lignagers les critères concernant la superficie détenue dans les autres périmètres et les arriérés de dette à la CNCAS ont rencontré un net rejet. L'importance des terres en droit coutumier de certaines familles semble être le principal ou le seul critère pour les groupes lignagers. Dans leur logique, on ne devrait pas chercher d'autres critères que les leurs. Cependant, la reformulation de ces critères apparaissait comme une piste pouvant mener à une entente. En effet, dans le feu des discussions, il a été développé des réflexions dans ce sens.

Concernant le parcellaire moyen, chacun des groupes lignagers a eu une position différente, mais assez compréhensible : les sowonabés ont proposé 1 ha du fait qu'ils sont le groupe le mieux servi dans la répartition des terres ; les wodabés ont refusé de se prononcer en estimant que leur réponse dépendra de la superficie (encore inconnue) qui leur reviendrait, donc une attitude revendicative ; les ngendarnabés ont accepté 0,50 ha à cause de leur position particulière car, en fin de compte, leurs terres traditionnelles n'étaient plus comprises dans l'aménagement.

Concernant la localisation dans l'aménagement, les sowonabé et les wodabés ont ciblé l'emplacement de leurs terres traditionnelles. Les ngendarnabés ont désigné la partie la plus proche de leurs deux villages officiels ; mais, ils ont été les seuls à avoir souhaité deux types de sol (riziculture et polyculture) pour des raisons qui pourraient tenir au type de sol qu'ils ont dans d'autres AHA.

Pour les autres critères (quantité de main d'œuvre, nombre de personnes en charge), les groupes lignagers ont généralement proposé de laisser aux chefs de village (donc, aux chefs coutumiers) le



soin de s'en occuper ; pratiquement, c'est encore dire qu'il ne faut pas chercher d'autres critères que les leurs.

### 3.2.4. L'atelier des résidents sans terres

En rapport au nombre de villages (17) de ce groupe de bénéficiaires et à la superficie qui lui est allouée (81,59 ha) l'enjeu foncier a été minimisé. Il a été décidé une répartition égalitaire donnant 4,80 ha par village avec acceptation du parcellaire (0,50 ha/attributaire) proposé et des 10 km de distance limite ; aucune préférence n'a été donnée pour la localisation dans l'AHA, ce qui est compréhensible. L'atelier n'a pas eu de position nette sur le critère de la qualité de relation avec la CNCAS, mais s'est aligné sur les positions des groupes lignagers concernant le reste des critères.

Il faut noter que certains villages (cas de Sowenabé, Ngendar, Diabobé, Kadione, Diamel etc.) se retrouvent à la fois des ayants droit coutumiers et des non ayants droit coutumiers sur le périmètre des 440 ha. Deux raisons expliquent cette situation. D'abord, un détenteur de droit traditionnel peut bel et bien se retrouver sans terre dans la cuvette, si sa parcelle, même contigüe à la cuvette se retrouve en dehors du périmètre de l'aménagement. Ensuite, la porte d'entrée pour l'identification des sans terres était basée sur le village officiel, or, dans ces villages officiels, on retrouve des hameaux (sans terre, cas de Diofndé Dialli à Sowenabé) et on ne pouvait pas les écarter même s'ils sont rattachés à des villages officiels détenteurs traditionnels.

### 3.2.5. L'atelier des GPF.

Des questions particulières et préalables persistaient encore, au-delà de l'identification des villages concernés. Par exemple, le quota sera-t-il réparti équitablement aux GPF sélectionnés en application des critères ou par groupe et sous-groupe de bénéficiaires ?

Le critère sur le parcellaire moyen pouvant assurer un revenu significatif aux attributaires devrait être accompagné d'une autre question préalable. En effet, compte tenu des effectifs souvent pléthoriques des GPF il y avait à discuter de la forme d'exploitation des superficies affectées.

L'atelier a retenu une répartition du quota des GPF en s'inspirant, plus ou moins, de la clé de répartition de juin 2011 de LTS01 (cette approche a été revue plus tard) et une indication sur la localisation des affectations qui doivent se situer dans les parties où se trouvent leurs groupes d'appartenance. Il a aussi été retenu une préférence de type de sol : à la fois, riziculture et polyculture.

### 3.2.6. Les PAP

La question des PAP devait être prise en compte du fait que cette catégorie de bénéficiaires est concernée par la délibération du conseil rural répartissant les terres. Mais, il avait été retenu (ROM) qu'en rapport avec le consultant PAR et le MCA, le prestataire disposera des informations nécessaires à leur sujet quand le travail qui se faisait parallèlement par le PMU/SAED sera terminé.

### 3.3. RESULTATS DU LTS02

#### 3.3.1. Atelier de restitution et de synthèses du conseil rural

Pour la tenue de cet atelier, le prestataire a fait une synthèse des discussions de tous les ateliers précédents et l'a représentée dans le tableau suivant qui a été soumis à la discussion de ce conseil rural élargi aux représentants des groupes.

L'atelier qui devait servir à exposer les différentes positions sur les critères, de les rediscuter en vue d'une évolution des points de vue et/ou de leur reformulation a connu un blocage. La discussion n'a pu être instaurée du fait de l'atmosphère installée par les représentants de Diamel et, surtout de Mbaala. Ces derniers étaient venus en grand nombre et, apparemment, sur le pied de guerre (prêts à déclencher des violences). Devant cette situation, il a été mis fin aux travaux de l'atelier.

Suite à cet atelier le litige entre Mbaala et les sowonabés et celui entre Diamel et les wodaabés se sont exacerbés jusqu'à un stade où les désaccords devenus très manifestes ont, quasiment, constitué un problème d'Etat. Des démarches formelles ont été entreprises (séparément) par les villages de Mbaala et de Diamel pour obtenir gain de cause.

Le MCA – Sénégal a élargi le champ de gestion du processus de partage et d'application des critères opérationnels en saisissant les autorités. Cette démarche a coïncidé avec la mise en branle du dispositif administratif régional et départemental. Sous l'égide du Gouverneur de la région de Saint Louis des missions de prise d'information, de consultation ont été entreprises sur le terrain par l'administration régionale et départementale, le MCA et le consultant. Ces actions ont abouti à la convocation en septembre 2014, à Saint Louis, d'un atelier par le Gouverneur et MCA sur la gestion de l'AHA de Ngalenka.

L'atelier de Saint Louis a examiné deux points essentiels: le litige Mbaala/Sowonabés et les critères opérationnels de sélection des attributaires. Il a retenu les axes d'un plan d'actions global prenant en compte, en plus des deux points cités, les questions de l'organisation des producteurs, du crédit agricole, de la maintenance des infrastructures, etc. Pour le litige, il s'est prononcé pour la poursuite des médiations entamées. Pour les critères, il a accepté les affinements opérés par MCA et le consultant et a recommandé d'être, à la fois, souple et ferme dans leur application.

En outre, l'atelier a retenu le principe de responsabiliser les groupes et les villages pour la sélection des attributaires ; le consultant se charge de vérifier et corriger. Un deuxième principe retenu est que les litiges feront l'objet de recours au niveau des instances habilités à les résoudre.

Enfin, il a été confié au consultant le soin d'apporter des précisions sur les étapes du plan d'actions, de décliner les tâches dans le détail, d'identifier les responsabilités et de fixer les délais.

#### 3.3.2. Le plan d'actions

Suite à l'atelier de Saint-Louis le prestataire et MCA ont apporté les détails et précisions au plan d'actions (voir en annexe le plan initial qui a évolué par la suite notamment vis-à-vis du respect des dates initiales des actions compte tenu de la sensibilité et la complexité des questions à résoudre et par conséquent une lenteur donc du processus). Ils ont aussi spécifié ce qui relevait du consultant tout en ajustant, entre elles, des sous activités des livrables 1.1 et 1.2 pour des considérations pratiques qui s'imposaient, suite au plan d'actions qui a finalement été décliné comme suit.

- ✓ Phase 1 : Gestion des litiges et compléments d'enquêtes qualitatives

- ✓ Phase 2: Opérationnalisation des critères
- ✓ Phase 3: Mise en place de commissions villageoises, Réception et correction des listes
- ✓ Phase 4 : Propositions de formats de constitution des GIE
- ✓ Phase 5 : Elaboration d'un dossier d'exécution technique
- ✓ Phase 6 : Affectation des terres aux GIE, installation et formation

### 3.3.3. L'affinement des critères opérationnels, leur partage et adoption

Le consultant et MCA ont continué d'affiner les critères opérationnels à travers plusieurs séances de travail en mobilisant leurs ressources.

Par la suite, deux ateliers successifs ont été tenus pour partager et adopter les critères opérationnels affinés et réadaptés à chaque type de groupe bénéficiaire: l'atelier du CTASF (24 octobre 2013) et celui du conseil rural (26 octobre 2013). Par la suite, un débriefing a été fait par MCA et le cabinet au Préfet de Podor. Le nouveau critérium se présentait comme suit.

- ✓ **Des critères d'éligibilité basés sur les dispositions de la LDN :**
  - la qualité de résident ;
  - la capacité et disponibilité pour la mise en valeur;
  - La distance par rapport à l'aménagement pour les GPF et les Sans Terre.

- ✓ **Des critères de sélection décomposés selon:**

- Le nombre de personnes à charge avec définition de scores

Nb enfants	9 et plus	8	7	6	5	4	3	2	1	0
Scores	10	9	8	7	6	5	4	3	2	1

- Le nombre d'ha dans les autres aménagements avec définition de scores

Hectares	0	0-0,5	0,5- 1	1- 1,5	1,5-2	2-2,5	2,5-3	3-3,5	3,5-4	4-5	>5
Scores	10	9	8	7	6	5	4	3	2	1	0

- L'interdiction de la double affectation,
- La date de formalisation pour les GPF
- L'acceptation d'1 éventuel plan pour le crédit agricole (niveau village)
- Expérience en agriculture (GPF)

### 3.3.4. La mise en place des commissions villageoises

En fait, le terme de « commission villageoise » était devenu générique du fait de la réalité du terrain. Pour y faire face il a été d'abord mis en place une commission au niveau de chaque groupe de bénéficiaires. Ces commissions de groupe se sont avérées très utiles pour le dégrossissement préalable de certaines questions délicates comme la répartition interne de la superficie du groupe

entre les différents villages (dans le cas des groupes lignagers) et pour la résolution des conflits internes aux groupes.

Chaque commission de groupe a été prolongée au niveau des villages concernés. Les critères d'éligibilité et de sélection ont été appliqués à travers les commissions de village appuyées, à partir de fin octobre par le cabinet. Les commissions de village ont tenu plusieurs réunions avant de communiquer la liste d'attributaires.

### 3.3.5. La résolution des litiges

La gestion des litiges a accompagné tout le processus; d'ailleurs de nouveaux litiges sont apparus au fur et à mesure de l'avancée du processus. Mais, l'essentiel a été réglé.

- ✓ Un accord a été trouvé (19 septembre 2013) entre Mbala, le comité du conseil rural et le médiateur; mais Mbala n'a pas renoncé à sa revendication. En effet, en fin octobre 2013 les représentants de Mbaala ont manifesté des réticences à se rendre à la rencontre de la commission du groupe sowonabé. Saisi pour un arrangement, le Vice PCR a informé que Sowonabé Botol a proposé 10 ha pour Mbaala qui, plus tard, a rejeté la proposition. Durant tout le trimestre, le cabinet, MCA et l'administration se sont occupés de la résolution de la question.
- ✓ Le village de Diamel (non pris en compte et s'estimant principal ayant droit coutumier) a accepté son appartenance au groupe wodabé, et plus tard les 25 ha proposés par le groupe.
- ✓ Le groupe des Ngendarnabés a accepté (6 novembre 2013) la répartition proposée entre son groupe et celui des wodabés (19,58 ha à Ngendar, 78,33 ha aux wodabés).
- ✓ Un des deux villages du groupe ngendarnabé (Wouro Mbouna) a contesté les 6,58 ha qui lui ont été proposés; les longues négociations ont permis, plus tard, de lui consacrer 7,5 ha.
- ✓ Le village de Hiwirgo (s'estimant, avec Diamel, comme premiers ayants droit) a longuement bloqué le processus en revendiquant un quota au titre de sans terre avant d'y renoncer.
- ✓ Le village de Béli Gonadi (groupe sowaobé) a bloqué la commission du groupe sowonabé en contestant la composition de la commission et le quota qui lui est alloué; par la suite, le village connaîtra un désaccord interne qui a perduré.
- ✓ Après avoir difficilement mis en place leur commission (6 novembre 2013.) sans coordinatrice, les GPF ont été bloqués par le groupe sowonabé qui réclamait la moitié de la superficie réservée à l'ensemble des GPF de la zone du projet.

### 3.3.6. L'appui aux commissions (de groupes et de villages) et réception des listes

Les appuis aux commissions de groupe ont démarré en fin octobre. Ils ont intégré le règlement des litiges (en particulier, la répartition des superficies à l'intérieur des groupes) ainsi que des explications sur les critères opérationnels de sélection. En effet, hormis la commission du groupe des sans terre toutes les autres commissions de groupe ont été traversées par des litiges. En fin décembre 2014 la commission du groupe sowonabé n'avait pas encore résolu ses problèmes de manière complète (problème interne avec le village de Béli Gonadi).

L'appui aux commissions de village a démarré après leur mise en place. Il s'est matérialisé par des visites du personnel du cabinet auprès de leurs responsables (chefs de village, notables et personnes ressources) pour apporter des explications sur les critères opérationnels d'attribution, collecter les pièces justificatives pour certains attributaires sélectionnés. En plus, il a fallu beaucoup de communication (surtout téléphoniques) à propos de questions diverses (superficie du village, suppléments, pièces justificatives, n° CNI, nombre de personnes en charge, etc. )

L'appui à certaines commissions de village a aussi été marqué par la résolution de litiges (ou revendications) anciens ou nouveaux (Hiwirgo, Béli Gonadi, Wouro Mbouna).

Toutes les commissions de village ont tenu plusieurs réunions (le personnel du cabinet a assisté à certaines d'entre elles) avant de communiquer la liste d'attributaire. Les 1ères listes ont été reçues en mi-novembre. De manière systématique, la liste de chaque village est enregistrée par le personnel du cabinet sur une fiche confectionnée à cet effet. Après l'enregistrement de la liste des attributaires, les copies des Cartes Nationales d'Identité (CNI) des attributaires sélectionnés sont remises au cabinet qui les archive pour des contrôles ultérieurs.

Il faut signaler l'option de certaines commissions de village consistant à ne sélectionner que des villageois qui étaient jusqu'ici sans aucune parcelle dans les autres aménagements hydro-agricoles (Ngendar, Kiraye 2, etc.).

Durant cette phase d'appui aux commissions, le conseil rural (à travers le PCR et le Vice PCR) a été régulièrement briefé et débriefé ; quelques fois, le vice PCR a été invité à participer à certaines réunions de commission de groupe quand la situation l'exigeait. MCA a régulièrement intervenu au niveau du cabinet, des groupes et de certaines personnes pour appuyer le processus par des suggestions et directives.

### 3.3.7. Le contrôle et la correction des listes

Le dispositif de contrôle et de correction des listes est ainsi composé:

- La saisie dans un programme informatique (application Access) élaboré par le cabinet ;
- Le contrôle de fiabilité de la saisie par les experts du Cabinet et de MCA,
- Le contrôle, par les experts du Cabinet et de MCA, de la fiabilité des données fournies par les commissions de village sur les personnes (attributaires) sélectionnées ;
- La vérification et la correction des données sur le terrain au niveau des commissions de village.

Le dispositif de contrôle et de correction a été complété par une BDD sur les attributaires des autres AHA publics du secteur de Ngalenka (Ngalenka amont et Nianga) recueillie auprès de la SAED. Ces BDD répartissent la superficie de ces AHA et les attributaires (Ngalenka amont, en particulier) selon les lignages Sowonabé, Ngendar, Wodabé ; elles comportent également les numéros de CNI des attributaires, ce qui a beaucoup facilité les vérifications. Elles ont constitué un important moyen de contrôle et de correction des listes proposées par les commissions de village.

Il intègre, aussi, les copies archivées des CNI des personnes sélectionnées par les commissions de village, la cartographie des distances des villages à l'AHA (pour les Sans-terre et les GPF), les cahiers des chefs de village sur les carrés.

Il faut noter que, parallèlement à l'appui direct aux commissions, la saisie des données, le contrôle de la saisie et celui de la fiabilité des données avaient démarré.

Toutes les listes ont été saisies dans la BDD (application Access). Du 27 au 31 janvier 2014 les vérifications et corrections (identification des attributaires sélectionnés, superficie dans d'autres AHA, nombre de personnes en charge, doubles attributions dans le cadre du projet) ont été faites au bureau et sur le terrain. Les dernières corrections ont concerné les PAP (GIE Bébé et GIE 6B) à propos de cas de double affectation. En fait, chacun des GIE PAP émane d'un groupe lignager ; respectivement, wodaabé pour le GIE Béba, sowonabé pour le GIE 6B.

### **3.3.8. L'établissement et la validation des listes définitives**

Du 10 au 26 février 2014, les listes corrigées ont été présentées aux commissions de groupe et au bureau du conseil rural élargi à la commission domaniale pour validation. A cet effet, des attestations ont été signées par les membres de ces organes (.

Conformément au nouveau dispositif de gestion et de sécurisation du foncier, le Comité Technique d'Appui à la Sécurisation Foncière (CTASF) créé par arrêté du Sous-Préfet et chargé « d'appuyer le Conseil Rural et le MCA dans la mise en œuvre des activités de sécurisation foncière », « de donner son avis au conseil rural sur toutes les activités liées au processus d'affectation et de désaffectation des terres » a tenu une séance le 8 avril 2014 pour apprécier le processus de sélection des attributaires et ses résultats (listes des attributaires). Il est composé du Sous-Préfet (Président), du PCR (Vice-Président), du CADL (Rapporteur), des services techniques régionaux et locaux, de deux membres de la commission domaniale, des chefs de village de la zone de Ngalenka et d'organisations de la société civile locale. Son travail est, dans la nouvelle procédure d'affectation des terres, un préalable à la délibération du conseil rural, surtout pour des dossiers aussi importants que celui de l'AHA de Ngalenka. A travers un procès-verbal de cette séance, le CTASF a approuvé officiellement les listes villageoises.

Poursuivant la nouvelle procédure initiée par MCA – Sénégal, les futurs attributaires ont constitué, selon les normes définies, leurs dossiers de demande d'affectation des terres pour dépôt auprès du conseil rural.

## **3.4. LA PROCEDURE D'AFFECTATION FONCIERE**

Dans le cadre de la mise en œuvre des négociations foncières dans le Ngalenka, une procédure inclusive et participative a été déroulée afin d'assurer la légitimité de toutes les décisions retenues avec les groupes cibles. Ce qui fait qu'après la production des premières listes des futures attributaires des différents groupes de l'aménagement, des validations internes ont été faites aussi bien par les commissions de village, des commissions de groupe et même du comité restreint institué par MCA-S. Par la suite, des propositions de constitution des GIE ont permis leur mise en place. Le processus est bouclé par l'avis du CTASF avant la délibération du conseil rural et l'approbation du Sous-Préfet.

### **3.4.1. La validation des listes par les commissions de groupe**

L'architecture organisationnelle mise en place dès le départ reposait sur deux échelles : le niveau village avec les commissions villageoises et le niveau supérieur avec les commissions de groupe. La procédure consistait pour les commissions de groupe d'opérer, après des négociations internes tenant compte de la particularité de chaque groupe, à l'octroi de quota à chaque village. En guise d'exemple, la commission de groupe des Sans Terre avait procédé à une répartition équilibrée de ses



20% qui représentait 81,59 ha sur 17 villages. Au final, chaque village s'est retrouvé avec 4,8ha. Pour les groupes lignagers, ce même travail a été effectué. Par exemple : les sowonabés comptaient 2 villages officiels (sowonabés botol et sowonabés béligonadji) et un village qui était en cours d'officialisation (Bélel Siwko). Dans le cadre de leurs négociations internes, avec l'appui du prestataire et de MCA, un quota a été octroyé à chacun de ces trois villages. Chaque commission de village représenté dans la commission de groupe, devait en conséquence retourner en son sein afin d'établir sa liste au prorata du quota qui lui est affecté. MCA a exigé que toutes les décisions soient actées, raison pour laquelle, une attestation signée par tous les membres des commissions villageoises reconnaissant et validant le contenu des listes d'attributaires ainsi déposées avec le paraphe de chaque page du président de la commission villageoise. En outre, ces listes provenant des commissions villageoises sont contresignées par les commissions de groupe. Par exemple pour les listes des 8 villages wodabés (Diamel, Hiwirgo, Diardé, Wodabé 1, Wodabé 2, Diamel, Pété Ole, Hamet Doulo, Ndopedji) celles-ci ont été d'abord signés par les différentes commissions villageoises avant d'être contresignées par la commission du groupe avec le paraphe du président de la commission.

### **3.4.2. Validation des listes par le comité technique restreint et le bureau du conseil rural**

MCA avait mis en place, dès la réception des premières listes des futures attributaires, un comité technique restreint. Ce comité qui date du 10 février 2014 comprenait des représentants de MCA-S, du PMU-SAED, de la SAED et du groupement FIT/SONED Afrique/CIRAD et un représentant du conseil rural. Il était chargé d'évaluer les listes des différentes commissions afin de vérifier le respect des critères d'éligibilité et de sélection initialement communiqués aux acteurs et consensuels. Ce comité a procédé à un toilettage des listes et les correctifs nécessaires ont été apportés à temps avant une validation définitive des listes. Ce comité technique s'est aussi chargé du travail titanesque de recollement. En effet, les différentes unités autonomes d'irrigation comportaient des superficies qui n'épousaient pas souvent les quotas alloués aux différents groupes. Or, la stabilité sociale sur le périmètre Ngalenka justifie la localisation des attributaires en prenant en compte de l'appartenance lignagère et celle villageoise. Les propositions du comité technique restreint réuni en atelier de deux jours dans les locaux de la SAED à Nianga a traduit ces préoccupations. Sa composition pluridisciplinaire a permis d'avancer très rapidement dans le travail de localisation des attributaires, et au final une carte des futures entités organisationnelles a été fournie pour servir de base aux discussions lors de la mise en place des GIE. Par ailleurs, le bureau du conseil rural a aussi validé, à travers un document, les listes des futurs attributaires sur la cuvette de Ngalenka.

### **3.4.3. La constitution des GIE**

Par anticipation, cette activité qui relève du livrable 1.2 a été exécutée. Toutes les assemblées générales constitutives des GIE ont été tenues leurs bureaux élus. Les procès-verbaux de ces assemblées générales ainsi que les statuts et règlements intérieurs ont été soumis au tribunal de Saint Louis pour leur enregistrement afin de doter ces organisations d'une existence juridique avec leur inscription au registre de commerce. Toutefois cet enregistrement a un coût qui a justifié la sollicitation d'une aide de la part de MCA-S au profit de tous les GIE nouvellement constitués afin d'accélérer le processus. MCA-S a accepté de faire un ultime effort afin de payer intégralement ces montants à la place des GIE dans le but d'accélérer le démarrage de la campagne d'hivernage 2014



en perspective. Par la suite, l'Union Hydraulique fédérant les GIE a été mis en place et dénommée « Dental MCA Ngalenka ». Ainsi, 53 GIE ont été immatriculées au registre du commerce et de crédit mobilier du Tribunal Régional de Saint Louis en plus de l'Union Hydraulique. Aujourd'hui, ces 53 GIE et l'Union ont leur déclaration d'immatriculation, des certificats d'immatriculation, des statuts et règlements intérieurs validés par le service des impôts et domaines.

#### **3.4.4. L'avis du comité technique d'appui à la sécurisation foncière**

Avec l'avènement de MCA-S dans la vallée du fleuve Sénégal, des comités techniques d'appui à la sécurisation foncière ont été mis en place pour combler un vide d'appui technique au profit des collectivités locales. Présidé par les Préfets ou Sous-Préfet, cette structure a pour principale mission d'éclairer le conseil rural ou l'autorité de tutelle avant toute délibération ou approbation d'une opération foncière. Il faut signaler que son avis ne lie aucunement les autorités déconcentrées et décentralisées, sa composition hétéroclite et participative en fait un levier sécuritaire pertinent pour une bonne gouvernance foncière locale. En effet, toutes les personnes ressources de l'arrondissement sont représentées dans ce comité. Dans le cadre du processus de répartition des terres du Ngalenka, l'avis du CTASF est essentiel car l'aménagement est avant tout public et il est important que les représentants de toutes les couches sociales de l'arrondissement soient informés des résultats, en particulier des listes des futurs affectataires. Cet avis porte néanmoins sur la légalité de l'affectation foncière et non sur son opportunité. Ce CTASF, réuni à Ndiayène a donné son avis au conseil rural pour la préparation de la délibération. La présence des services techniques permet d'éclairer les participants et le conseil rural en particulier sur la pertinence et la légalité de la délibération qui suit. Les listes des futurs affectataires des différents groupes sont présentées avec la mise en évidence des critères et des procédures qui ont permis d'aboutir à ces résultats. C'est aussi l'occasion de rappeler les arrangements ainsi que les moult négociations qui ont permis d'aboutir à des résultats consensuels. La présence des représentants des différents acteurs concernés par l'aménagement permet aussi de prouver que MCA-S n'a en réalité joué qu'un rôle de facilitateur durant tout le processus. Les méthodes et techniques utilisées pour aboutir à des versions de listes propres, difficilement contestables, sont par la même occasion présentées. L'avis favorable requis ouvre la voie à la convocation du conseil rural pour procéder à la délibération. Cet atelier du CTASF a pu se dérouler le mardi 8 avril 2014 à la maison communautaire du conseil rural de Ndiayène Pendo sous la présidence effective du Sous-préfet. A l'issue de la présentation des différents résultats obtenus dans le cadre du processus participatif, le CTASF, après des échanges fructueux a donné son avis favorable au conseil rural pour procéder à la délibération au profit des différents GIE déjà constitués.

#### **3.4.5. Les procédures devant le conseil rural**

La fin du processus participatif de négociation foncière pour une répartition équitable et apaisée des terres aménagées a été juridiquement matérialisée par une délibération du conseil rural qui a officiellement acté l'affectation aux GIE déjà constitués des superficies qui leurs reviennent. Cette délibération est intervenue le 23 mai 2014. Devant le conseil rural, les GIEs ont, au préalable, rempli les fiches de demandes disponibles auprès de l'assistant communautaire et signées par leur Président. Ces demandes ont été enregistrées dans le registre de dépôt des demandes avec des numéros d'ordre. Ce registre de dépôt consigne toutes les demandes d'affectation de terres au niveau du conseil rural. Il est directement géré par l'assistant communautaire et peut faire l'objet de

consultation directe par toute personne de la communauté rurale. Ensuite, ces demandes reçues ont été présentées par la commission domaniale lors de la séance de délibération qui s'est tenue avec le quorum requis de conseillers. La présence du Sous-préfet à cette délibération a été nécessaire afin d'assurer le respect des procédures dans la maison communautaire. Il est aussi important de noter que le conseil rural a été convoqué plus de 5 jours à l'avance (qui est le délai légal) même si, en cas de déclaration d'urgence, ce délai peut être ramené à 24 heures. Le jour de la délibération, la commission domaniale a fait un rapport sur les demandes d'affectation foncière introduites par les GIE nouvellement constitués sur la base des informations réunies auprès du cabinet, de la SAED, de MCA et de la visite de l'aménagement qu'elle a faite avant le jour de la délibération.

En effet, un dossier d'exécution technique a été remis au conseil rural par le cabinet avant le jour de la délibération pour l'appuyer dans le traitement des demandes d'affectation. Ce dossier comportait :

- Les critères opérationnels de sélection des attributaires,
- Un Résumé du processus de concertation,
- La liste définitive des attributaires (listes villageoises),
- Les PV d'attestation des commissions de villages, de groupes et l'avis du CTASF,
- La cartographie des affectations (atlas des GIE) et un extrait de plan de la superficie de chaque GIE,
- Extrait du manuel de procédures,
- L'arrêté du Premier Ministre instituant la Charte du Domaine Irrigué (CDI).

Il faut noter que pour une des toutes premières fois (si ce n'est la première fois), dans la vallée du fleuve Sénégal, un conseil rural a fait signer la CDI aux candidats à l'affectation de terre. Ce fut l'occasion pour le cabinet et MCA de réfléchir sur le moment le plus opportun, dans le cadre du manuel de procédures de l'affectation foncière, de procéder à cette signature. Nous avons pensé l'associer à la fiche de demande, donc au début de la procédure. A l'issue du vote, le registre des délibérations est ainsi renseigné et publication est faite des décisions du conseil à la maison communautaire. Le registre des délibérations signé par le Président du conseil rural est transmis avec un bordereau au Sous-préfet pour approbation.

### **3.4.6. L'approbation par le sous-préfet**

Le Sous-préfet, en tant qu'autorité administrative chargé du contrôle de la légalité des actes des communautés rurales va intervenir une seconde fois et de façon décisive sur l'avenir de la délibération foncière. En effet, en tant que président du Comité Technique d'Appui à la Sécurisation Foncière (CTASF), le Sous-préfet avait déjà au préalable présidé l'atelier du CTASF. Il revient ici, avec la réception de la délibération pour vérifier si toutes les décisions sont conformes à la légalité administrative ainsi qu'aux textes fondamentaux encadrant la gestion des collectivités locales. A la réception du registre des délibérations, le Sous-préfet procède aux vérifications de forme, de procédures et de fond. La délibération est transmise au Sous-préfet à travers une lettre de transmission signée par le PCR, lequel en délivre aussitôt un accusé de réception. Il faut rappeler que l'approbation préalable du représentant de l'Etat est nécessaire pour les affaires domaniales.

Après le dépôt de la délibération, le Sous Préfet de Thillé Boubacar, par arrêté n° 25 ATB/SP du 16 juin 2014 a approuvé la délibération n°11/CR/NDP 2014 du conseil rural de Ndiayène Pendao sur les affectations de l'aménagement Nfalenka.

### **3.4.7. L'installation des affectataires**

Après la délibération, le conseil rural procède à la publication ou à la notification des GIE affectataires et leur remet un extrait de délibération. Ainsi, le PCR mandate la commission domaniale par le biais d'un ordre de mission à laquelle s'adjoint le CADL pour les besoins de l'installation de l'affectataire sur sa parcelle. L'installation consiste à mettre juridiquement et physiquement le terrain à la disposition de l'affectataire. Cette installation constitue le point de départ du délai de mise en valeur. L'opération d'installation doit faire l'objet d'un rapport écrit, transmis au PCR et enregistré au registre et dossier foncier par l'ASCOM. Les installations sont déjà faites avec l'appui de MCA-S, le Cabinet et la SAED sous la direction de la commission domaniale et le Président de l'Union Hydraulique.

## **3.5. FINALISATION DU PROCESSUS**

La finalisation du processus a été marquée par l'abonnement de l'Union hydraulique à la SENELEC pour le raccordement au réseau électrique. MCA-S a appuyé ainsi financièrement l'Union Ngalenka pour la célérité des procédures.

En outre, les GIE ont été accompagné par MCA-S et la SAED pour l'ouverture des comptes bancaires au niveau de la CNCAS (Caisse Nationale pour le Crédit Agricole au Sénégal). Cet appui a été très bénéfique pour les GIE dans la mesure où l'imminence de la réunion du comité de crédit impliquait au préalable l'ouverture des comptes bancaires. Au final, tous les GIE ont ouvert leur compte au niveau de la CNCAS.

## **3.6. PERSPECTIVES D'EXPLOITATION DE L'AMENAGEMENT**

Aujourd'hui l'aménagement de la cuvette de Ngalenka est une réussite sur plusieurs plans : en terme d'organisation des paysans, de négociations directes, de sécurisation du processus. Les paysans sont prêts pour démarrer la campagne du mois de juillet. L'espoir d'une bonne récolte est aujourd'hui permis au regard du modèle d'aménagement en plus de la motivation supplémentaire des GIE.